

garanties sonnantes contre de pseudo risques politiques.

Toutes ces pressions de la part des États-Unis n'ont cependant pas empêché le Mexique de lutter depuis plus de 20 ans pour que l'intégration de l'Amérique latine soit un processus strictement latino-américain. Diaz Ordaz, ancien président pourtant réputé pour son conservatisme répressif, déclarait en 1966: «L'intégration de l'Amérique latine est, et nous devons lutter pour qu'elle le reste, un processus strictement latino-américain. Cela, nous l'avons dit avec la plus grande conviction et en même temps la plus grande cordialité, au Canada et aux États-Unis: il ne s'agit pas d'agir contre qui que ce soit, mais d'additionner les efforts pour nous aider nous-mêmes». C'est, en substance, l'argumentation qu'a servie à Ottawa M. José Lopez Portillo, refusant l'entrée de son pays dans un éventuel marché commun nord-américain.

D'après Mario Ojeda, le dilemme toujours présent dans la politique extérieure du Mexique consiste à choisir (ou concilier) entre ces deux objectifs principaux: maintenir la ligne anti-interventionniste et ne pas faire trop obstacle à la politique américaine. Mais il arrive que le Mexique préfère s'exposer à des sanctions économiques, comme dans le cas de Cuba et de la République Dominicaine, plutôt que d'exposer la continuité de sa position non interventionniste. Peut-être le Mexique jugea-t-il, au moment du blocus, qu'une rupture avec Cuba pouvait avoir de graves répercussions pour sa stabilité politique interne?

Aspects pragmatiques

La politique étrangère mexicaine, un domaine où la gauche, Parti communiste inclus, est le plus écoutée, constitue certainement l'un des aspects les plus progressistes de l'image du Mexique. Mais surtout, la plus grande tâche que s'est assignée le bouillant ministre des Affaires étrangères, tâche qui pourrait intéresser un Canada ayant gardé en mémoire un lointain Prix Nobel, c'est celle de dissuader une nouvelle philosophie qui transparait dans la stratégie américaine et soviétique de politique étrangère et de militarisation: cette philosophie, c'est la politique des zones d'influences, ou encore les zones dites d'intérêt vital même lorsque situées à des milliers de kilomètres.

«Les grandes puissances, a déclaré à l'ONU, le 26 septembre dernier, le ministre mexicain des Affaires étrangères, exigent le respect de leurs zones d'influence comme s'il s'agissait d'un droit, et les envahissent, oubliant que les habitants de ces régions ont seuls le droit à la libre détermination. . .

Les luttes entre les peuples ne doivent pas être considérées comme relevant de la compétence idéologique et politique d'aucune puissance. La présence militaire dans ces régions ne peut qu'exacerber les tensions. Toute intervention pour la défense de ces «intérêts vitaux» doit disparaître de la pratique et du lexique même des relations internationales